

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés,
- rappelant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a été saisie d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (COM (2016) 590),
- constatant que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a adopté lors de sa réunion du 12 décembre 2016 un **avis politique** au sujet de l'initiative législative **COM (2016) 590** précitée et relevant du contrôle du respect du principe de subsidiarité,

décide d'adopter le présent avis politique de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace ayant la teneur suivante :

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant le code des communications électroniques européen (ci-après désignée « la proposition COM (2016) 590 »).

Cette proposition lui a été renvoyée afin que sa conformité au principe de la subsidiarité soit vérifiée.

Ce contrôle a permis de confirmer que la proposition de directive est conforme au principe évoqué. Néanmoins, certaines observations s'imposent.

La proposition COM (2016) 590 vise à redéfinir le cadre réglementaire relatif aux télécommunications, ceci eu égard à la stratégie pour un marché unique numérique en Europe, présentée le 6 mai 2015 par la Commission européenne. La proposition COM (2016) 590 apporte des ajustements ciblés au cadre actuel afin de réagir aux évolutions du marché et des technologies et, notamment, à la nécessité de répondre, à l'échelle de l'Union européenne, au besoin de garantir la disponibilité et l'adoption généralisée de réseaux à très haute capacité qui servent de base à un marché unique numérique pleinement opérationnel.

Il va sans dire que la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace soutient les objectifs de la proposition COM (2016) 590. En effet, le secteur des communications électroniques a considérablement évolué au cours des dernières années. Les structures du marché ont connu une évolution caractérisée par une limitation croissante des monopoles tandis que la connectivité est devenue une caractéristique très répandue de la vie économique. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace reconnaît que, sans une connectivité omniprésente à très haute capacité, une part importante du capital humain du marché unique reste inexploitable.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace encourage la démarche et les efforts visant à réduire les écarts très importants qui existent entre les Etats membres en matière de connectivité à ultra-haut débit. Elle reconnaît qu'à défaut d'action de l'Union européenne dans ce domaine,

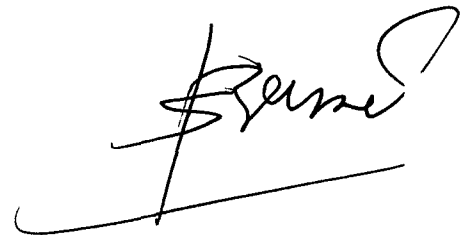
cette disparité de situations serait perpétuée et aurait des conséquences négatives sur le marché unique et les intérêts des consommateurs.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace souligne les efforts entrepris par le Luxembourg en matière de connectivité à ultra-haut débit, notamment pour ce qui est du développement de nouvelles communications sans fil et mobiles et du déploiement du réseau à très hautes capacités, auquel toutes les localités du Grand-Duché sont connectées.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace reconnaît les compétences de l'Institut luxembourgeois de Régulation en tant qu'autorité de régulation nationale, qui garantit et supervise, dans l'intérêt du consommateur européen, le bon fonctionnement et la régulation des marchés dans le domaine des communications électroniques.

Pour ce qui est des questions liées au spectre, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace souligne l'importance de la connectivité sans fil et du haut débit sans fil. Elle estime que le spectre est une ressource limitée qui appartient aux Etats membres et dont la gestion et l'attribution doivent tenir compte des spécificités et besoins nationaux.

La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace se dit favorable au maintien du régime du service universel et souligne la nécessité de maintenir la gamme actuelle d'instruments régissant les obligations dudit service universel.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'F. Smeets', with a long horizontal line underneath.